

Vendredi 12 avril 2013
Communiqué de presse

Eduardo Rihan-Cypel, porte-parole du Parti socialiste

Un Marini peut en cacher un autre

Maintenant, ça suffit ! Philippe Marini, président UMP de la commission des Finances du Sénat, s'érige en grand inquisiteur en mettant en cause Pierre Moscovici et l'administration du ministère de l'Economie. Agissant sur ordre de l'UMP, le sénateur est allé jeudi à Bercy faire des « vérifications », n'a rien trouvé, pas l'ombre d'un indice ou d'un commencement de preuve, mais il s'acharne en affirmant ce matin que « l'histoire n'est pas finie » dans l'affaire Cahuzac.

L'histoire n'est effectivement pas finie et ce n'est pas le zèle de M. Marini qui réussira à masquer l'obstruction de l'UMP à la politique de transparence initiée cette semaine par le président de la République.

Ce n'est pas non plus son ardeur au pied du bûcher qui fera oublier que M. Marini, alors rapporteur de la commission des Finances de la haute assemblée, s'est fait épingler après avoir distribué entre 2005 et 2007 pour 2,5 millions d'euros par an de réserve parlementaire à sa propre commune, Compiègne. Soit 14% des recettes municipales ! Et son acharnement à manier l'allumette ne nous empêchera pas de rappeler que 340.000 euros ont ainsi été attribués cette année au stade équestre de Compiègne dans un contexte d'austérité touchant les dépenses prioritaires de la ville.

M. Marini est mal placé pour jouer les justiciers. L'UMP est mal placée pour donner des leçons.